

Rapport du panel sur les partages d'expériences

Le panel sur les partages d'expériences a été présidé par Mme Antoinette MONTAIGNE, ancien Ministre de la RCA et président de la commission vérité et réconciliation en RCA. Il a regroupé 4 intervenants: Mgr. Nicodème BARRIGAH, président de la commission de réconciliation dans la crise togolaise, pasteur Moïse NAPON, président du CES et président dans plusieurs commissions de réconciliation en Afrique; Pro Azoumana Ouattara, président de l'Ong Abi Reggea en CI et Dr. Koudbi Kaboré.

Mgr. Nicodème BARRIGAH et pasteur Moïse NAPON ont centré leurs interventions sur leurs expériences dans la conduite des commissions de réconciliation. Mgr. Nicodème BARRIGAH a expliqué en quoi consistent une justice transitionnelle et un dialogue interreligieux et interculturel. Quant au pasteur Moïse NAPON, il a expliqué les obstacles dans la conduite d'une réconciliation. Avec le Pro Azoumana Ouattara, c'est le rôle du reggae comme facteur d'intégration et de réconciliation qui a été expliqué à l'assistance. Koudbi Kaboré a montré comment le dialogue interreligieux peut entrer dans une stratégie de sécurité préventive en matière de religion.

Pour Mgr. Nicodème BARRIGAH comme pour pasteur Moïse NAPON, une commission de réconciliation doit répondre à deux questions fondamentales:

Que faire pour sortir un pays d'une situation de crise?

Que faire pour que les crises ne se reproduisent plus?

Même si les procédés sont différents, une réconciliation repose sur 4 piliers selon:

- a) La recherche de la vérité qui passe par l'écoute des victimes ;
- b) La justice,
- c) Un programme de réparation;
- d) Des garanties de non répétition des crises.

Pour Mgr. Nicodème BARRIGAH, ce dernier pilier semble le point important dans une justice transitionnelle, car il repose sur l'idée qu'une réconciliation ne finit pas en une année. Il est un long processus qui doit permettre de suivre les recommandations formulées.

Revenant sur des questions embarrassantes que lui ont posées des croyants d'autres religions, l'avis de l'évêque sur le dialogue interreligieux et le dialogue interculturel est le suivant: les responsables religieux doivent changer leur regard sur les pratiques des uns et des autres, afin de donner au dialogue toute son importance.

Captivant et pathétiques ont été les témoignages du pasteur Moïse NAPON sur les expériences de réconciliation qu'il a conduites dans plusieurs pays en Afrique de l'Ouest, dont au Libéria et en Sierra Léone. Ici, on vise à obtenir la confession, le pardon et la réconciliation par la Bible. Les obstacles sont de deux sortes: la posture du président de la commission et les rapports entre son pays et le pays dans lequel il est sollicité pour mener la réconciliation. Le Pasteur a montré comment il a été bloqué chaque fois au début de son travail par des personnes qui évoquent soit, son statut de pasteur, soit les interventions militaires du Burkina Faso dans ces pays pour s'opposer, et même essayer d'attenter à sa vie.

La poursuite de la mission dans un tel contexte exige du médiateur du courage et de la conviction. La conviction que les victimes sont dépassés et que son rôle est de les amener à se dépasser, à se confesser, à se pardonner et à prendre de nouveaux engagements pour un nouveau départ. Progressivement, au cours du processus, les langues se délient, des bourreaux confessent leurs crimes et sollicitent le pardon de leur victimes ou des parents des victimes: « pardonne-moi, ce n'est pas moi qui ai tué ton enfant. C'est la guerre ». La faute avouée et reconnue est pardonnée, avec le sentiment que le bourreau n'a pas agi de son plein gré. Un témoignage appelle ainsi un autre et progressivement, les gens défilent les uns pour se confesser, les autres pour accorder leur pardon. Souvent, même ceux qui avaient formulé des projets de crimes ne résistent pas. C'est le cas de cet individu qui s'est jeté sur les pieds du pasteur pour le supplier de le pardonner, car il envisageait l'assassiner pour le rôle que le Burkina Faso a joué dans la guerre au Libéria.

Dans la crise ivoirienne, la musique fut l'une des voix pour unir les ivoiriens et parvenir à la réconciliation. Le reggae fut exploité par le Pr. Azoumana Ouattara. Son choix du reggae est que c'est le genre de musique qui unit toutes les générations, et dans lequel sont généralement véhiculés des messages de paix et d'intégration. Un festival du reggae fut initié, et à l'occasion duquel on fait la fête, mais aussi on débat et échange paix, réconciliation. Ce n'est pas tout. Le festival offre également l'opportunité de parler du panafricanisme et des réparations de l'esclavage.

S'inspirant de la pratique du dialogue interreligieux au sein de l'Union fraternelle des croyants de Dori, Koudbi Kaboré a montré comment le dialogue interreligieux peut être intégré dans les stratégies de

sécurités préventives en matière de religion. Pour lui, si des acteurs interreligieux se réunissent et produisent des déclarations communes condamnant les violences interreligieuses, cela montre qu'ils ne se contentent pas de renouveler les politesses du dialogue interreligieux. Ils s'engagent dans un effort autocritique pour examiner leurs traditions religieuses et s'accorder sur des « vérités » à faire passer à leurs fidèles en vue de la paix. En cela.. les acteurs d'un dialogue institutionnalisé comme ceux de l'UFC jouent le rôle de contrôle et d'anticipation sur des questions religieuses (la radicalisation islamique qui gagne Djibo aujourd'hui est en partie liée à l'absence de cette concertation intra et interreligieuse). Ils sont importants pour l'éducation à la paix et pour la sécurité préventive en matière de religion.

Le panel a souhaité que les connaissances issues de ces expériences soient diffusées, afin qu'elles servent dans d'autres situations. A cet égard, le contexte du Burkina Faso, marqué par une réconciliation en vue et la lutte contre l'extrémisme violent mérite que les autorités accorde une attention soutenue aux conclusions du symposium.